

Analyse de la crise française

1

Pascal Perrineau est un de nos plus brillants politologues français, spécialiste de la sociologie électorale, de l'analyse du vote et des partis politiques. Professeur émérite à Sciences Po Paris, où il a également dirigé le CEVIPOF (Centre de recherches politiques de Science Po) pendant de nombreuses années, il s'est particulièrement intéressé à la montée du vote protestataire, à l'abstention, aux recompositions politiques et à l'évolution des partis. Auteur d'ouvrage et d'articles scientifiques, il est une figure centrale de la recherche en science politique en France.

La crise française décrise par Pascal Perrineau aux vœux du Medef 2026 est une crise multidimensionnelle – économique, sociale, culturelle et politique – où un relatif bien-être individuel coexiste avec un effondrement de la confiance collective et des institutions. Elle se traduit par une dette publique élevée, un sentiment de déclassement, une société d'individus anxieux, une défiance envers l'État et un système politique fragmenté, rendant très difficile la construction d'un projet d'avenir commun.

1. Une crise économique et de confiance

La France affiche une dette publique passée d'environ 60% du PIB au début des années 2000 à plus de 110% en 2024-2025, plaçant le pays parmi **les plus endettés de la zone euro**, derrière la Grèce et l'Italie.

Cette dette « vertigineuse » oblige l'État à chercher des ressources d'abord auprès des entreprises, puis inévitablement auprès des citoyens, ce qui nourrit **la peur fiscale et la défiance vis-à-vis des pouvoirs publics**.

Les Français se déclarent plutôt heureux dans les enquêtes de satisfaction personnelle, mais les baromètres de confiance politique montrent depuis 2025 **un effondrement inédit de la confiance dans l'avenir du pays et dans les responsables politiques**.

Le **chômage des jeunes diplômés** renforce ce sentiment de blocage, même si, objectivement, la situation économique globale reste moins dramatique que le ressenti collectif ne le laisse penser, alimentant ce que le politologue qualifie de « plainte française » comme maladie nationale.

2. Une crise sociale et démographique

Les **bases d'appartenance traditionnelles** (classe sociale, religion, syndicats, partis, grandes organisations) **se délitent**, laissant de nombreux Français sans groupe de référence ni sentiment d'inscription dans un collectif stable.

En 2025, la France connaît une situation critique de renouvellement démographique, avec **un nombre de décès supérieur aux naissances**, ce qui fragilise durablement un système de retraite déjà mal adapté au vieillissement de la population.

Le **sentiment de déclassement social** est massif, particulièrement dans les territoires périphériques où le **vote pour les partis extrêmes** dépasse nettement les moyennes nationales, comme dans le département de l'Yonne.

2

Cette crise sociale se traduit aussi par la **montée de l'isolement** : près de la moitié des Français déclarent n'appartenir à aucune communauté, ce qui renforce la **fragmentation** en groupes parallèles plutôt qu'en une société unifiée.

3. Une crise culturelle : société de défiance et société de la peur

La France devient une « **société de défiance** » : la confiance interpersonnelle est faible et la confiance envers les grandes institutions verticales (justice, administration, grandes entreprises, syndicats, Église, partis) est très altérée.

Deux acteurs échappent partiellement à cette défiance : les maires, perçus comme proches du terrain, et **les chefs de petites entreprises**, dont la relation directe avec leurs équipes et leurs clients reste un vecteur de confiance.

La société d'individus produit un **épuisement psychique** et un recours massif aux médicaments psychotropes, la France se situant parmi les pays à forte consommation d'anxiolytiques et d'antidépresseurs même si elle n'est plus strictement « championne du monde ».

La société bascule dans une « **société de la peur** » : les enquêtes sur les inquiétudes géopolitiques montrent des niveaux très élevés de peur face au terrorisme, au changement climatique, aux migrations et au risque de nouvelle pandémie, tandis qu'une part importante de la population croit à une possible fin du monde, particulièrement chez les jeunes.

4. Une crise politique structurelle

Historiquement, la Vème République a su absorber de grandes crises – guerre d'Algérie, événements de 1968, alternance de 1981 – en gardant un cadre institutionnel solide.

Mais la **crise actuelle vient « d'en haut », des élites politiques elles-mêmes**.

Les anciens clivages droite/gauche s'érodent au profit d'un **nouveau clivage « société ouverte » contre « société fermée »**, incarné dans le débat public par des figures comme Emmanuel Macron et Marine Le Pen, tandis que les extrêmes deviennent les forces dominantes sans disposer d'une culture politique solide. Cela est particulièrement préoccupant. Qui est en capacité de gouverner la France demain aux prochaines présidentielles ?

Le pouvoir politique est de plus en plus globalisé, limitant la capacité de décision nationale sur les enjeux majeurs et renforçant **l'impression d'impuissance** du politique dans une société cosmopolite et mondialisée.

La **fragmentation de l'Assemblée nationale** - 11 groupes politiques à l'Assemblée nationale après la dernière dissolution - illustre **l'absence de culture du compromis** : cette dispersion bloque la formation de majorités stables et entretient une crise politique durable dont les prochaines législatives risquent de ne pas sortir le pays. Cette absence de compris illustre la particularité française selon lui.

3

L'enjeu central : transformer l'optimisme individuel en projet collectif

Malgré la morosité politique, nombre de Français expriment un bien-être personnel, une vie quotidienne jugée satisfaisante et une capacité d'optimisme individuel, notamment dans la sphère privée et professionnelle.

Le défi majeur des années à venir est donc de transformer cet optimisme individuel en optimisme collectif, en créant des formes d'appartenance, de confiance et de coopération qui permettent de « remettre du collectif en mouvement » et de redonner un désir d'avenir au pays tout entier.

■ Réseau Entreprendre® Bourgogne Yonne

→ **Association reconnue d'utilité publique et d'intérêt général**

✳ Notre ADN :

-  **Des chefs d'entreprise** qui accompagnent **gratuitement** des chefs d'entreprise
-  **Méthodes 100% entrepreneuriales**
-  **Prêt d'honneur** à taux 0 cumulable avec d'autres prêts
-  **Une Communauté engagée pour notre territoire**

 **Pour qui ?** Créateurs, repreneurs, développeurs → création ou maintien d'emplois sur le 89

 Un réseau local vivant et engagé pour **progresser ensemble**

 **Contact : Catherine Guignard-Millet : 06 27 15 06 30**
cguigard-millet@reseau-entreprise.org

 **Site :** <https://www.reseau-entreprendre-bourgogne.fr/>